

Il affirme n'avoir reçu aucune convocation de l'APN

Djemaï : «Je renoncerais volontairement à l'immunité parlementaire»

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4873 - Ven. 6 - Sam. 7 septembre 2019 - Prix : 10 DA

Fédération algérienne de football



Zetchi : «Oui, j'ai songé à un moment donné à démissionner»

Page 24



Au quatrième jour de sa visite à la 4^e Région militaire à Ouargla

Gaïd Salah : «L'ANP se distingue par les qualités de loyauté et de dévouement»

Page 3

Boris Johnson maintient le cap envers et contre tout

Par Mohamed Habili

Avoir les revers subis coup sur coup par Boris Johnson depuis le 3 septembre, date de la rentrée parlementaire, combien voudraient encore parier sur ses chances de réussir dans sa gageure de sortir malgré tout la Grande-Bretagne de l'Union européenne dès le 31 octobre, comme il s'y était engagé? Pas grand-monde, selon toute vraisemblance, encore que la prudence commande d'aller d'abord regarder du côté des bookmakers, souvent plus véridiques que les sondages, encore qu'ils se soient lourdement trompés en 2016 en pariant très nettement sur le maintien au sein de l'Union européenne. Dans cette affaire de brexit, tout le monde n'a d'ailleurs fait que se tromper, à commencer par David Cameron, le Premier ministre qui, il y a trois ans, a cédé à l'aile europhobe de son parti en organisant le référendum qu'elle exigeait. Il n'aurait rien fait de tel s'il s'était seulement douté que le brexit allait l'emporter. Ce qui a commencé comme une concession sans conséquence, comme une question marginale, qui plus est propre aux seuls conservateurs, a évolué en un processus échappant à tout contrôle, à celui de la classe politique, du Parlement et du pays tout entier. Le Britannique moyen en est venu à ne vouloir qu'une seule chose, que tout cela finisse, et peu importe comment, par la sortie ou par le maintien.

Suite en page 3

Après l'initiative des syndicats autonomes et le Forum de la société civile

L'UGTA à la recherche de propositions pour une sortie de crise



PH/D. R.

L'UGTA sort de son silence et affiche son soutien au panel de Karim Younés. Ainsi, l'Union générale des travailleurs algériens se range du côté de l'Instance de dialogue et de médiation et propose de mener des regroupements régionaux pour collecter les propositions de la classe ouvrière et les remettre au pouvoir dans une démarche de sortie de crise politique. Lire page 2

29^e semaine consécutive du Hirak

La marée humaine de retour

Page 2

Théâtre d'improvisation

Prochaine rencontre internationale à Oran

Page 13

Après l'initiative des syndicats autonomes et le Forum de la société civile

L'UGTA à la recherche de propositions pour une sortie de crise

■ L'UGTA sort de son silence et affiche son soutien au panel de Karim Younès. Ainsi, l'Union générale des travailleurs algériens se range du côté de l'Instance de dialogue et de médiation et propose de mener des regroupements régionaux pour collecter les propositions de la classe ouvrière et les remettre au pouvoir dans une démarche de sortie de crise politique.

Par Louiza Ait Ramdane

En effet, après les initiatives des syndicats autonomes regroupés au sein de la CSA (Confédération des syndicats algériens), du Forum de la société civile, des partis politiques et du panel de médiation et de dialogue, c'est au tour de l'UGTA de décider d'aller vers la collecte des propositions parmi sa base militante. Son secrétaire général, Salim Labatcha, a déclaré avant-hier que l'UGTA entamera «prochainement» l'organisation de regroupements régionaux pour collecter des propositions de la classe ouvrière et les remettre au pouvoir. «Le Hirk populaire a réalisé de nombreux acquis qu'il faut préserver», notamment concernant la lutte contre «l'impunité qui régnait par le passé», a indiqué M. Labatcha, en marge d'une cérémonie de distinction des élèves méritants, enfants de travailleurs du port de Djendjen (Jijel), à l'initiative de la section syndicale et de la direction de l'entreprise portuaire. Concernant la position de l'UGTA face à la situation actuelle du pays, le responsable

syndical a indiqué «partager l'avis qui appelle à la nécessaire organisation d'une élection présidentielle dans les plus proches délais pour sortir le pays de la crise qui, a-t-il noté, s'est répercutée sur l'activité des entreprises». Pour rappel, l'instance de Karim Younès a enchaîné les rencontres avec les acteurs de la société civile, partis politiques et organisations syndicales. La dernière en date remonte à avant-hier, lorsqu'il a rencontré l'Association des Oulémas musulmans algériens. L'Association, par la voix de son président Abderrezak Guessoum, a appelé à la nécessité d'assurer toutes les conditions et garanties pour la transparence et la régularité des prochaines élections. Elle a également insisté sur la nécessité de «choisir» les membres de l'Instance indépendante chargée de la supervision des élections parmi les compétences nationales jouissant de crédibilité, de neutralité et d'impartialité. Pour M. Guessoum, les propositions de l'Instance nationale de dialogue et de médiation (INDM) concernant l'amendement de certains articles de la loi électo-



PHD.R.

rale sont très raisonnables et rationnelles, poursuivant que tout ce que l'instance a présenté à l'association lors de cette rencontre était «rassurant et empreint de clarté et de sincérité».

Lors des différentes rencontres avec l'INDM, la majorité des participants avec les représentants des associations, ont affirmé la nécessité de hâter la

préparation d'une élection présidentielle comme solution définitive à la crise que traverse le pays. Lors de la 6^e rencontre de l'INDM avec des membres du mouvement associatif et des représentants de wilaya du Hirk populaire, les propositions des intervenants pour la sortie de la crise politique actuelle ont porté essentiellement sur l'importance d'élire, dans les plus brefs

délais, un président légitime qui prendra en charge la réalisation des réformes souhaitées par le peuple algérien, indique l'instance. L'INDM avait rencontré, depuis le début de ses missions, 23 partis politiques et tenu plus de 5 000 rencontres avec des militants et associations, selon son coordonnateur, Karim Younès qui avait affirmé que «toutes les plateformes de travail issues du processus de dialogue ont été prises en considération dans l'élaboration du document final qui sera soumis, bientôt, aux hautes autorités du pays».

L'Instance écarte l'éventualité de la tenue d'une conférence nationale de dialogue

Le président du comité politique de l'Instance nationale de dialogue et de médiation (INDM), Ammar Belhimer, a écarté, jeudi, l'éventualité de la tenue d'une conférence nationale de dialogue, indiquant que cette instance a opté pour la présentation d'un rapport des consultations aussi complet que possible aux autorités. L. A. R.

29^e semaine consécutive du Hirk

La marée humaine de retour

Pas de vote sans le départ de «la issaba», pas de dialogue avec les symboles de l'ancien système, pas de répit jusqu'à satisfaction des revendications. Le Hirk, déterminé à construire une Algérie basée sur la souveraineté populaire, revient en force dans différentes wilayas du pays. A Alger, dès 10 heures du matin, les manifestants étaient déjà beaucoup plus nombreux que les 4 derniers vendredis et pour cause, cette 29^e marche coïncide avec la fin des vacances scolaires et donc la reprise sociale et scolaire. Les manifestants ont marché dans les différentes rues de la capitale pour exiger le changement. Déterminés plus que jamais,

des milliers de manifestants, juste après la prière du vendredi, ont réaffirmé leur détermination à poursuivre leur Hirk populaire jusqu'à satisfaction de toutes les revendications soulevées depuis plus de six mois. Cette conviction a été constatée à travers des pancartes et slogans brandis qui reflètent leurs espoirs et visions de l'Algérie de demain. A travers les slogans : «Le peuple est déterminé à poursuivre le Hirk jusqu'à l'instauration d'un Etat des institutions» et «appliquez les articles 7 et 8 et rendez le pouvoir au peuple», les manifestants ont exprimé leur attachement à leurs revendications, allant toutes dans le sens de donner les responsabilités à des figures

qui «n'ont aucune relation avec l'ancien régime» et «la restitution de la souveraineté au peuple, source de tout pouvoir». Les participants à cette marche, qui sera comme un nouveau souffle pour le Hirk, ont scandé «Terahlou, bedoui wa bensalah», «Makanch el vote, welah mandirou», «Bedoui wa Bensalah lazem ytirou, welah mana habssine» (il n'y aura pas de vote, on jure qu'on ne votera pas, Bedoui et Bensalah doivent partir, on n'arrêtera pas de marcher) ou encore «l'Algérie libérée, l'Algérie libérée» rythmé au son de la darbouka. Les manifestants ont en outre appelé à la libération de l'ancien chef militaire de la Wilaya IV historique, le comman-

dant Lakhdar Bouregaâ. Les participants à cette marche ont aussi appelé à la libération des manifestants arrêtés depuis le 22 février dernier, scandant «attal-gou wladna» (libérez nos fils). Ils ont aussi appelé à un consensus entre les différentes franges de la société et de la scène politique, idéologique et culturelle afin de sortir de la crise actuelle et réaffirmé leur «refus de dialoguer avec les résidus du système», «on ne veut dialoguer ni avec Bensalah, ni Bedoui, ni Karim Younès, ce sont tous des symboles de l'ancien système, on veut des têtes nouvelles, des personnes du peuple fiables qui transmettront et prendront en considération nos revendica-

tions», indiquent les marcheurs de cette 29^e marche, soutenant que «c'est au peuple que revient le droit de choisir les personnes qui le représente et de choisir son président». Dans leurs slogans, les manifestants ont également appelé avec force à l'unité du peuple algérien. En ce qui concerne l'élection présidentielle, les manifestants ont appelé à des «élections propres et honnêtes» et à «une autorité indépendante pour l'organisation et la surveillance des élections». Cette manifestation a été marquée par un important dispositif de sécurité, jamais déployé auparavant.

Thinhinene Khouchi

Béjaïa

Les Béjaouis plus déterminés que jamais

Grandiose était hier la 29^e marche populaire du Hirk pour exiger un changement de régime politique et le départ de ceux qui sont responsables de la dérive qui a conduit le pays à la ruine. Ils étaient des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes, à manifester dans les rues de Béjaïa comme chaque vendredi. Munis de pancartes, banderoles, emblème national, emblème amazigh, les manifestants ont sans équivoque réitéré les revendications du Hirk visant l'instauration d'une véritable démocratie et un Etat de droit et

de justice. Comme d'habitude, la marche a débuté vers 13h30 et la foule s'est ébranlée sur le boulevard de la Liberté, grossissant au fur et à mesure des minutes. La foule scandait à tue-tête des slogans hostiles aux tenants du pouvoir et contre les élections ou du moins pas de la façon dont elles sont proposées. «La hiwar, la chiwar, errahla», «Makenche intikhabetes ya el aissabate», «Application de l'article 7 de la Constitution : la souveraineté au peuple», «Mazalaghe mouâridhine, mazaklaghe» (Nous sommes toujours des opposants et

nous le resterons), «Klitou labled ya essarkine» (Vous avez ruiné le pays, bande de malfaiteurs), «Ya h'na ya n'touma maranèch habssine», «Ulac l'vot ulac», «Libérez les détenus, libérez les otages», «Système dégage», autant de slogans scandés à gorge déployée par les milliers de manifestants qui ont sillonné le boulevard de la Liberté. Les manifestants ont affiché une grande détermination à ne cesser de marcher que «jusqu'à l'instauration d'un Etat démocratique et de droit, une République nouvelle, une deuxième République où la

loi sera au-dessus de tout le monde». «Hommes restez libres, tenaces et solides pour construire un Etat de justice et de droit», criait un manifestant, s'adressant à la foule. La marche d'hier a été un important message sur le plan de la détermination et de la mobilisation. Il est utile de noter qu'une autre marche a eu lieu à Akbou. Des centaines de personnes ont également exigé un changement de régime et réaffirmé leur soutien aux jeunes détenus, exigeant leur libération.

Hocine Cherfa

Il affirme n'avoir reçu aucune convocation de l'APN

Djemai : «Je renoncerais volontairement à l'immunité parlementaire»

■ Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Mohamed Djemai, affirmant n'avoir reçu aucune convocation de l'Assemblée populaire nationale (APN) concernant la demande de levée de l'immunité parlementaire introduite par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, a déclaré qu'il renoncerait «volontairement» à son immunité parlementaire.

Par Meriem Benchaouia

C'était avant-hier, lors de l'ouverture d'une réunion d'urgence du bureau politique (BP) du FLN convoquée à cet effet. A ce titre, à l'ouverture de cette réunion extraordinaire du PB du FLN, convoquée pour l'examen du sujet relatif à la levée de l'immunité parlementaire de son SG, ce dernier a affirmé «n'avoir encore rien reçu à ce propos». Indiquant, à ce sujet, que cette demande du département de Belkacem Zeghmati est liée à «une affaire personnelle et n'a aucun lien avec la corruption». «Nous sommes au courant de l'existence d'une demande pour la levée de l'immunité de ma personne, et nous avons dit, depuis le début au sein du FLN, que la loi et la justice libre sont au-dessus de tous», a-t-il indiqué, affirmant qu'il renoncera «de manière directe et volontaire» à l'immunité dès qu'il aura la convocation du bureau de l'APN. «Je n'ai encore rien reçu au sujet de cette affaire. Dès que je reçois la convocation, je renoncerais à l'immunité de manière directe et volontaire», a-t-il soutenu. Il a, dans ce sens, exprimé «sa confiance totale» en la justice, mettant l'accent sur la nécessité de laisser cette dernière faire son travail «dans le calme et la transparence». «Si des chefs d'accusation venaient à être retenus contre moi, je me soumettrai à la loi comme tout autre citoyen», a-t-il ajouté, soulignant la conviction de son parti que «la loi et la justice sont libres et au-dessus de tous». A une question sur son avenir à la tête du parti, Djemai a répondu qu'elle sera tranchée ultérieurement, après réception de la convocation, la décision devant être prise «dans le cadre de concertations avec les membres du bureau politique». Il a fait savoir qu'il n'était



APN/R

pas attaché à son poste et que «l'intérêt du pays et du parti sont au-dessus de toute autre considération». Ceci étant, il est à noter que cette réunion du BP du FLN, qui s'est tenue à huis clos au siège du vieux parti à Hydra, devait aboutir à un communiqué rendant compte notamment du sort de son secrétaire général, sauf que le document rendu public via l'APS s'est contenté de rapporter les félicitations du FLN présentées à l'Instance nationale de médiation et de dialogue (INDM) pour les «efforts» menés à travers le cycle de rencontres avec différentes parties de la société civile, les partis politiques y compris, appelant ainsi le panel de Karim Younés à la

concrétisation de son action «dans les plus brefs délais», en vue de la mise en place de mécanismes juridiques et législatifs indispensables à l'échéance présidentielle. En outre, le FLN a également salué l'allocation du vice-ministre de la Défense nationale, Ahmed Gaid Salah, dans laquelle il a appelé à fixer une date pour la convocation du corps électoral, avant de souligner que «l'élection présidentielle est la seule solution pour surmonter la situation actuelle». Il a exprimé ainsi au chef de l'état-major sa «fierté de la position nationale honorable et souveraine de l'ANP dans l'accompagnement des revendications du peuple, des institutions de l'Etat et du processus

de dialogue». D'autre part, dans son communiqué, le vieux parti s'est «félicité de la rentrée scolaire qui a permis à 9 millions d'élèves scolarisés dans différents paliers, de rejoindre les bancs de l'école dans de bonnes conditions». Notons que, mercredi dernier, Amari Mohamed, membre du bureau politique, chargé de la communication au sein du vieux parti, contacté sur cette affaire, a déclaré qu'il s'agira, lors de cette réunion du BP, «d'abord de savoir en quoi consiste exactement cette demande de la justice et d'en déterminer les raisons et les causes». Ensuite, poursuivra-t-il, «plusieurs éventualités sont envisagées dont celle de la démission du secrétaire général du parti (Mohamed Djemai) ou alors ce dernier désignera un membre du bureau politique auquel il transmettra ses prérogatives de gestion du parti jusqu'à l'aboutissement de cette affaire». En effet, les statuts du vieux parti stipulent qu'en cas de vacance de poste de secrétaire général, «le membre le plus âgé du bureau politique dirige le parti en attendant la réunion du comité central qui doit intervenir obligatoirement dans les 30 jours qui suivent l'état de vacance pour élire un nouveau secrétaire général». Pour rappel, l'APN avait engagé, mardi dernier, la procédure de levée de l'immunité parlementaire de trois députés, à savoir le secrétaire général du FLN, Mohamed Djemai, et les députés Benhamadi Smail et Berri Saker, suite à une demande introduite par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, en application des dispositions de l'article 127 de la Constitution, afin de permettre à la justice d'exercer ses missions constitutionnelles et d'activer les dispositions de l'article 573 et des articles suivants du code de procédure pénale.

L. N.

Au quatrième jour de sa visite à la 4^e Région militaire à Ouargla

Gaïd Salah : «L'ANP se distingue par les qualités de loyauté et de dévouement»

Les personnels de l'Armée nationale populaire se distinguent par les qualités de loyauté et de dévouement et s'imprègnent des valeurs de fidélité et de patriotisme, suivant l'exemple de leurs valeureux aïeux, qui se sont attachés à leur terre et à tout ce qu'elle représente comme patrimoine civilisationnel et culturel riche et abondant, et comme capital historique national profond et glorieux. Ils ont pu ainsi faire entendre la voix de la raison, emprunter le chemin de la gloire et hisser leur pays, l'Algérie, au rang des nations qui ont laissé leur empreinte avec mérite sur les pages de l'Histoire; ce sont là les propos du vice-ministre de la Défense nationale, Ahmed Gaïd Salah, lors d'un discours prononcé devant les troupes dans la 4^e Région militaire de Ouargla, au 4^e jour de sa visite. Selon le général de corps d'armée, le pari de la qualité est désormais un «impératif» pour se mettre au diapason des exigences de la cadence accélérée et soutenue, voire déterminée, adoptée par l'Armée nationale populaire (ANP), «en toute conscience». Il a souligné, à cette occasion, que «parmi les

plus grands objectifs escomptés à travers l'aboutissement du processus de préparation et de développement des différentes composantes de l'Armée nationale populaire, il y a lieu de remporter l'enjeu de la qualité avec tous ses paramètres», assurant que «ce pari est désormais un impératif pour se mettre au diapason des exigences de la cadence accélérée et soutenue, voire déterminée, adoptée aujourd'hui par l'ANP en toute conscience», indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale. Pour lui, «cette démarche légitime et ambitieuse est une nécessité inéluctable pour se mettre à la hauteur du développement accéléré que connaissent les armées avancées». «Nous aspirons, à travers cette volonté dévouée, à poursuivre le renforcement des capacités du corps de bataille de l'ANP et à garantir les exigences d'une disponibilité élevée, afin d'assurer l'amélioration de la conduite des opérations et du combat dans toutes ses formations et composantes et ce, en harmonie avec l'intérêt de l'Algérie et la dignité de son peuple», a-t-il soutenu. A cet effet, a-t-il ajouté, «les fidèles enfants (de

l'Algérie) sont appelés à avancer avec des pas sûrs et des valeurs immuables, dans le sens de la sauvegarde de son unité et de la préservation de sa souveraineté, de son indépendance, de sa sécurité et de sa stabilité, ce qui requiert nécessairement de nos Forces armées davantage de vigilance et de prudence». Au quatrième jour de sa visite de travail et d'inspection à la 4^e Région militaire, le général de corps d'armée, en compagnie du général-major Hassen Alaimia, Commandant de la 4^e Région militaire, s'est recueilli à la mémoire du chahid Chihani Bachir, dont le siège de la Région porte le nom, où il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et récité la Fatiha du Saint Coran. Gaïd Salah a présidé une réunion de travail avec le Commandement, les états-majors, les Commandants des Secteurs opérationnels, les Commandants d'Unités, les différents responsables des services de sécurité et les Directeurs régionaux, où il a suivi un exposé global sur la situation générale sur le secteur de compétence présenté par le Commandant de la Région avant de

prononcer une allocution d'orientation à travers laquelle il a mis l'accent sur «l'importance de la synergie des efforts, ainsi que la coordination et la complémentarité des actions, suivant l'exemple de nos valeureux aïeux». «La conjugaison des efforts, ainsi que la coordination et la complémentarité des actions sont la voie la plus pertinente, à même d'orienter et de fédérer les forces en un seul et principal effort. Tel est l'objectif majeur dont nous œuvrons assurément à atteindre». Il a affirmé que «ceci exige inéluctablement que les personnels de l'ANP se distinguent par les qualités de loyauté et de dévouement et s'imprègnent des valeurs de fidélité et de patriotisme, suivant l'exemple de leurs valeureux aïeux, qui se sont attachés à leur terre et à tout ce qu'elle représente comme patrimoine civilisationnel et culturel riche et abondant, et comme capital historique national profond et glorieux. Ils ont pu ainsi faire entendre la voix de la raison, emprunter le chemin de la gloire et hisser leur pays, l'Algérie, au rang des nations qui ont laissé leur empreinte avec mérite sur les pages de l'Histoire. Tout comme ils ont

LA QUESTION DU JOUR

Boris Johnson maintient le cap envers et contre tout

Suite de la page une

Le fait donc que Boris Johnson ne s'avoue pas vaincu bien qu'il ait perdu l'une après l'autre les batailles à l'ordre du jour à la Chambre des communes, et par la même occasion sa majorité, qui, il est vrai, n'était déjà que d'une seule voix, est assez dans la logique d'une situation prenant un mal plaisir à défier les attentes et les prédictions les mieux fondées. C'est ainsi qu'il revient à la charge dès lundi prochain, le dernier jour avant la suspension de cinq semaines, avec la même motion déjà rejetée par les parlementaires, portant organisation d'élections générales anticipées le 15 octobre prochain, c'est-à-dire le deuxième jour de la deuxième rentrée parlementaire de cette année, prévue quant à elle pour le 14 octobre. Il n'y a à première vue aucune raison pour que la même motion passe moins d'une semaine après avoir été repoussée. Pourtant il ne serait en l'espèce ni raisonnable ni prudent de croire le résultat acquis d'avance. Si le processus indéfini qui est en cours s'est jusque-là joué des prévisions, il n'est pas à exclure d'avance qu'une majorité de députés s'exprime en faveur de ce qu'elle a rejeté moins d'une semaine plus tôt. D'autant plus que cela pourrait bien ne lui servir à rien de confirmer son premier vote. En effet, du 14 au 31 octobre, dernier jour de la Grande-Bretagne en tant que membre de l'UE, il ne reste pour Boris Johnson que deux semaines à tenir bon dans la tempête. Et le tour est joué. Même dans le cas où le vote de lundi prochain est en sa défaveur, l'hypothèse d'ailleurs d'autant plus incertaine qu'elle est la plus forte. Pendant ces deux semaines, les brexiters au pouvoir n'auraient qu'à enchaîner les manœuvres dilatoires, qu'à jouer la montre, pour pouvoir accéder à ce 1^{er} novembre pour eux libérateur. Passé cette ligne d'arrivée, la Grande-Bretagne n'est plus membre de l'UE, sans espoir de retour. Dans ces conditions, les travaillistes pourraient considérer de leur intérêt de voter lundi la motion du Premier ministre, eux qui depuis deux ans au moins réclament des élections. Ils pourraient les gagner et avoir ainsi la possibilité de reporter la date du brexit. Une hypothèse qui ne saurait pas pour autant le maintenir, étant eux-mêmes divisés entre pro anti-brexit. De sorte que même leur victoire aux élections éventuelles du 15 octobre ne mettrait pas fin au processus sans nom commencé avec le référendum de juin 2016. M. H.

gravé dans les esprits des hommes les qualités qui distinguent le peuple algérien, telles que l'abnégation, le sacrifice et la bravoure». Meriem Benchaouia

Tourisme dans le Sud

Benmessaoud annonce la promotion de plusieurs projets stratégiques à Tindouf

■ Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a annoncé, jeudi à Tindouf, la promotion des différents projets touristiques stratégiques en cours dans cette wilaya.

Par Zineddine L.

«Un intérêt particulier sera accordé à cette wilaya frontalière à travers plusieurs projets stratégiques, en tête desquels les différentes ressources naturelles, outre la promotion des activités au poste frontalier Mustapha-Benboulaïd, à même d'ouvrir des perspectives prometteuses dans le développement de l'économie locale et nationale», a déclaré le ministre lors de sa visite de travail et d'inspection à cette wilaya. Inspectant le projet de réalisation d'un hôtel de 70 lits, M. Benmessaoud a mis en exergue l'importance de l'investissement dans les projets des structures d'accueil «nécessaires eu égard à l'avenir prometteur dans les domaines économique et touristique». Après avoir appelé les responsables de cette structure touristique à accélérer la cadence de réalisation, vu le manque enregistré en structures d'accueil dans cette wilaya, il a mis en avant «l'importance de donner un intérêt particulier à la formation en tourisme en vue de promouvoir le tourisme dans la



région». Le ministre a inspecté également le chantier de réalisation d'un hôtel touristique de 120 lits qui devrait, selon les maîtres d'ouvrage, créer plus de 60 postes d'emploi dont 25 postes permanents. Dans ce cadre, il a mis l'accent sur la nécessité d'adapter les structures d'accueil aux capacités et projets touristiques dont bénéficiera la wilaya, à l'instar de l'ouverture de 6 cir-

cuits touristiques, approuvés par la commission de wilaya de développement touristique. Le ministre a présidé la cérémonie de signature d'une convention de partenariat entre le secteur des forêts et la chambre de l'artisanat et des métiers, en vue de protéger et de valoriser les ressources naturelles, notamment l'arganier, un arbre répandu sur une superficie globale supérieu-

re à 672 hectares à travers les localités de Touïref Bouâam, Taregant et Merkala. Le ministre s'est engagé, à ce propos, à attribuer une enveloppe financière de 8 millions de DA pour la formation de plus de 200 femmes dans le domaine d'extraction d'huile d'argan, avec la possibilité d'élargir l'opération à d'autres localités rurales dans la wilaya. Après avoir inspecté plusieurs

monuments historiques à Tindouf, à l'instar de la casbah d'Ahl Belaâmach, Douiria d'Ahl El Abd et la Mosquée antique, dont des parties ont été détériorées au fil du temps selon les responsables, le ministre a indiqué que son département ministériel recherchera les sources de financement de plusieurs opérations pour leur restauration. Au cours de cette visite, le premier responsable du secteur a annoncé que 20 structures touristiques seront prêtes dans les quatre prochaines années, à même de renforcer le parc hôtelier dans cette wilaya qui dispose actuellement de 300 lits environ, étant donné que ce nombre passera, à moyen terme, à près de 2 000 lits. Au terme de sa visite, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat s'est enquis des modèles locaux de l'artisanat et a écouté, à la Maison de l'artisanat, les préoccupations des artisans s'articulant principalement autour du manque de matière première et des difficultés rencontrées pour la commercialisation de leurs produits traditionnels.

Z. L.

400 écoles d'ores et déjà dotées

Arkab pour la généralisation de l'énergie solaire dans les établissements scolaires

Mohamed Arkab, ministre de l'Énergie, a affirmé, avant-hier à Oum El Bouaghi, que la création d'un commissariat des énergies renouvelables courant septembre «ouvrira la voie au lancement de grands projets dans divers secteurs». «Les préparatifs pour la création de ce commissariat se déroulent au niveau du ministère de l'Énergie. Le Premier ministre a donné des instructions pour qu'ils soient terminés durant ce mois de septembre», a précisé le ministre lors d'une rencontre avec la presse, en marge de sa visite

dans la wilaya, où il a présidé l'ouverture de la nouvelle année scolaire. Cette instance sera composée d'experts et de spécialistes en énergies qui établiront une feuille de route pour le passage à «l'énergie propre» dans le cadre d'une politique claire qui encourage l'utilisation de l'énergie solaire, a ajouté Arkab. Le ministre, qui a suivi des explications sur l'alimentation de l'école Khiat-Abadou de la ville d'Oum El Bouaghi en énergie solaire, a assuré que son département encourage la généralisation de l'énergie solaire aux établis-

sements scolaires. Il a également rappelé que 400 écoles ont été dotées à travers le pays de panneaux solaires dans le cadre de la stratégie de préservation de l'environnement et de limitation de l'usage de l'énergie électrique produite par le gaz. Le ministre a en outre visité le Centre psychopédagogique des enfants déficients mentaux et le lycée Gourari-Rahmane du chef-lieu de wilaya ainsi que le CEM Dhif-Amri du village Bir Roga, dans la commune de Berriche, où il a présidé l'ouverture de l'année scolaire.

Houria S.

Exception d'inconstitutionnalité

Le Conseil constitutionnel enregistre la première affaire

Le Conseil constitutionnel a enregistré, sur renvoi de la Cour suprême, la «première affaire en exception d'inconstitutionnalité», une première dans l'histoire de la justice constitutionnelle algérienne, a indiqué jeudi son président Kamel

Feniche. «Le Conseil constitutionnel vient d'enregistrer, sur renvoi de la Cour suprême, la première affaire en exception d'inconstitutionnalité», a déclaré M. Feniche dans son intervention, lors d'une rencontre scientifique coprésidée avec le vice-

président de la Cour constitutionnelle d'Indonésie, le P' Aswanto, ajoutant que «le Conseil statuera sur cette affaire, en cours d'examen, et qui fera date dans l'histoire de la justice constitutionnelle algérienne, dans le délai fixé par la Constitution». M. Feniche a expliqué que ce mécanisme est consacré par la révision constitutionnelle de mars 2016, et en vertu duquel «tout justiciable au procès peut soutenir devant une juridiction dont dépend l'issue du litige porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution», rappelant que les textes d'application encadrant ce mécanisme, entré en vigueur depuis mars 2019, ont été pris. Il a également assuré que ce mécanisme ne manquera pas de «renforcer» la conviction du citoyen que la Constitution est le

garant «essentiel» des droits et libertés, soulignant que le respect de cette loi est «seul à même de garantir l'organisation de la vie des citoyens et d'assurer la régulation des institutions» et que «toute violation de ses dispositions constitue un frein à la construction de l'Etat de droit et porte préjudice à la stabilité des institutions». Le président du Conseil constitutionnel a en outre fait ressortir, à cette occasion, l'«excellence» des relations de coopération entre l'institution qu'il préside et la Cour constitutionnelle d'Indonésie, tant au plan bilatéral que sur le plan multilatéral. Pour sa part, M. Aswanto a présenté l'expérience de son pays en matière de saisine en exception d'inconstitutionnalité, mettant en exergue, notamment, les fondements constitutionnels des décisions de la Cour constitutionnel-

le. Auparavant, M. Feniche a reçu en audience la délégation indonésienne, en visite officielle depuis mercredi dernier jusqu'à hier, en présence de l'ambassadeur de ce pays à Alger. Les deux parties ont évoqué, lors de cet entretien, les «bonnes» relations de coopération et d'échange entre les deux institutions, et la possibilité de les développer davantage dans le cadre de la Convention de coopération qui les lie depuis cinq années. La Cour constitutionnelle indonésienne est membre très actif au sein de l'Association des Cours constitutionnelles et institutions équivalentes d'Asie, dont la capitale de ce pays abrite son siège permanent, de la même manière qu'Alger abrite le siège de la Conférence des juridictions constitutionnelles africaines.

Fadia T.

Port de Béjaïa

Nomination d'un nouveau directeur général

LE CONSEIL d'administration de l'entreprise portuaire de Béjaïa a désigné et nommé Kasmai Halim en qualité de directeur général depuis mardi dernier, a indiqué avant-hier la direction générale du groupe Serport dans un communiqué. «Après avoir constaté et enregistré des anomalies et des faits graves dans la gestion des affaires de l'entreprise, le conseil a décidé de mettre fin aux fonctions de Benmhidi Réda en sa qualité de DG». Kasmai Halim, un jeune cadre, avait occupé plusieurs postes de responsabilité, notamment comme directeur de la gare maritime et directeur de la logistique. Le nouveau DG de l'entreprise a été chargé de présenter un plan d'action pour la relance des projets en souffrance et l'amélioration des activités, a conclu le communiqué.

R. N.

Au terme d'une semaine de baisse

Le blé stabilisé

■ Les prix du blé étaient stabilisés, hier à la mi-journée, au terme d'une semaine de baisse, marquée par une faible demande. «Le marché est très calme. En blé, on a une forte rétention de culture. Les agriculteurs ne veulent pas vendre, les prix ne sont pas rémunérateurs, donc il ne se passe rien».

Par Salem K.

«Les places portuaires sont pleines, donc on attend les bateaux, on n'a pas une folle demande sur septembre», notait un professionnel du marché. Seule exception, l'appel d'offres de l'Arabie saoudite pour près de 600 000 tonnes, avec pour la première fois la possibilité pour le pays de s'approvisionner sur le bassin de la mer Noire, à la faveur d'une modification du cahier des charges. «Généralement c'est l'Allemagne qui était la source privilégiée au regard des spécificités demandées. Il sera donc intéressant de suivre le résultat», soulignait le cabinet Agritel. En ce qui concerne les orges, «les primes ont beaucoup baissé», notait un professionnel, qui évoquait la vente de marchandises britanniques à vil prix, les Anglais souhaitant se débarrasser de leurs orges à l'exportation «avant un éventuel Brexit et donc une éventuelle taxe». Le marché du maïs, lui, est en revanche «complètement bloqué», selon ce pro-

PH.D.R.



fessionnel, avec de fortes inquiétudes pour la récolte à venir, hormis pour le Sud-Ouest, où la récolte a été bonne, voire très

bonne, selon les producteurs. «Le Rhin, ça devrait aller», selon ce professionnel, qui s'attend en revanche à de sérieux dégâts

dans les régions Centre et Pays de Loire. FranceAgriMer a publié son rapport hebdomadaire sur l'avancée et les conditions des

cultures au 2 septembre. Le maïs reste stable, à 61% de bon à très bon. Sur Euronext, la tonne de blé reculait de 50 centimes d'euro à 158,50 euros sur l'échéance de septembre dont la clôture est proche, et de 25 centimes sur l'échéance de décembre à 166,75 euros, pour à peine 5 000 lots échangés. La tonne de maïs, elle, regagnait 25 centimes sur l'échéance de novembre à 161,75 euros et, à l'inverse, reculait de 25 centimes sur celle de janvier à 167 euros, pour une centaine de lots échangés.

S. K./APS

Changes

L'euro stable face au dollar

L'euro restait stable face au dollar hier, en attendant le rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis et un discours du patron de la Réserve fédérale américaine (Fed). L'euro gagnait 0,05% face au billet vert, à 1,1040 dollar. «Le dollar est stable avant les très attendus chiffres sur l'emploi et un discours du président de la Fed, Jerome Powell», a commenté un analyste. Les analystes s'attendent à 160 000 créations d'emploi pour le mois d'août,

contre 164 000 en juillet. Mais, jeudi, les chiffres de l'enquête mensuelle réalisée par la société ADP ont fait état de 195 000 nouveaux emplois, un chiffre bien supérieur aux attentes. Si les données officielles approchent ou dépassent les 200 000, cela «pourrait calmer les attentes à propos d'une Fed accommodante et doper le dollar», a expliqué un autre analyste. A ce propos, le discours que tiendra Jerome Powell, le président de la banque centrale

américaine, lors d'un déplacement en Suisse, retiendra également l'attention du marché. Pour le moment, les investisseurs tablent dans leur majorité sur une baisse des taux ce mois-ci, ce qui aurait pour effet de rendre le dollar moins rémunérateur et donc moins attractif pour les cambistes. Par ailleurs, la devise britannique retombait vendredi face à l'euro et au dollar, après deux jours de fortes hausses et dans un contexte de Brexit toujours très incertain.

Boris Johnson a assuré jeudi qu'il préférerait «être mort au fond d'un fossé» plutôt que de demander un nouveau report du Brexit, pourtant voté la veille par les députés, martelant que le Royaume-Uni devait quitter l'Union européenne le 31 octobre et plaçant pour la tenue d'élections législatives anticipées. Après un échec mercredi, le gouvernement va soumettre lundi soir au vote des députés une nouvelle motion pour organiser des élections le 15 octobre. **Mahi O.**

Pétrole

Les prix en légère baisse en attendant l'emploi américain

Les cours du pétrole baissaient hier en cours d'échanges européens, après un bond la veille et avant des chiffres mensuels sur l'emploi aux Etats-Unis. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre cédait 1,62% à 59,96 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour octobre perdait 1,46%

à 55,48 dollars. Alors que les prix avaient débuté la journée sur une note calme, ceux-ci se sont finalement affaiblis soudainement à midi. «La dépréciation soudaine des prix du pétrole pourrait résulter de prises de bénéfices et d'une stabilisation du dollar avec le rapport sur l'emploi américain», a expliqué un analyste. Les

analystes s'attendent à 160 000 créations d'emploi pour le mois d'août, contre 164 000 en juillet. L'or noir mettait ainsi fin à deux jours de hausse alors que les cours avaient culminé jeudi, peu après la publication d'un net recul des stocks américains de brut, respectivement à 62,40 dollars pour le Brent et 57,76 dollars

pour le WTI, des plus hauts en un mois. Les réserves de brut ont reculé pour la troisième semaine de suite aux Etats-Unis avec une baisse de 4,8 millions de barils durant la semaine achevée le 30 août, tandis que les analystes tablaient sur une baisse de 2 millions de barils.

A. Y.

Russie

Le marché automobile poursuit sa lente baisse

Les ventes de voitures neuves ont baissé en Russie en août pour le cinquième mois consécutif, avec une chute de 1,3% sur un an, confirmant le coup d'arrêt du marché après deux ans de reprise, selon les chiffres publiés hier par les constructeurs. Selon l'Association of European Businesses (AEB), regroupant les industriels, les ventes de véhicules neufs légers et utilitaires se sont élevées le mois dernier à 145 545 exemplaires en Russie. «En août, la

situation globale du marché n'a pas beaucoup évolué, les ventes continuant de sous-performer par rapport au niveau robuste établi l'année précédente», regrette le directeur du comité automobile de l'AEB, Joerg Schreiber, cité dans un communiqué. Le numéro un du marché russe, Lada, dont le constructeur Avtovaz est détenu par l'Alliance Renault-Nissan, a néanmoins tiré son épingle du jeu au mois d'août (+5%). «Les prévisions de marché jusqu'à la fin de l'an-

née ne sont guère meilleures», avait récemment averti l'AEB, qui s'attend à une baisse des ventes sur l'année, sans en préciser l'ampleur. Après l'année record 2012, le marché automobile russe s'était effondré et n'avait renoué avec la croissance qu'en 2017, stimulé par un rebond de la croissance économique russe. Mais la tendance s'est essouffée en début d'année, et les ventes sont repassées dans le rouge. Les constructeurs ont d'abord mis en cause la hausse de la

TVA appliquée au 1^{er} janvier mais ils s'inquiètent désormais d'une tendance plus profonde liée à la morosité économique et aux difficultés des Russes dont le pouvoir d'achat baisse depuis cinq ans. Sensible à l'évolution du taux de change et à la consommation des ménages, le marché automobile russe a particulièrement pâti de la crise causée par la chute des prix du pétrole et les sanctions liées au conflit ukrainien.

Agences

Etats-Unis

Suppression de 10 000 emplois en août à cause de la guerre commerciale

LE RYTHME de suppressions d'emplois s'est accéléré en août dans les entreprises aux Etats-Unis, avec plus de 10 000 d'entre elles attribuées à la seule guerre commerciale, selon une étude publiée jeudi. Les employeurs ont aussi annoncé le plus de suppressions d'emplois depuis 2009 pour un mois d'août, précise le cabinet Challenger, Gray & Christmas. Les suppressions d'emplois ont bondi de presque 38% par rapport au mois de juillet à 53 480, en particulier dans les secteurs de la santé, technologique et manufacturier. «Les employeurs commencent à sentir les effets de la guerre commerciale et les tarifs douaniers imposés par les Etats-Unis et la Chine», souligne le cabinet dans son rapport. «Nous continuons à voir les inquiétudes des investisseurs se répercuter dans la confiance dans les marchés et les employeurs semblent réduire le nombre d'employés en réponse à un ralentissement dans la demande pour leurs produits et services», poursuit le cabinet. La première raison invoquée pour 16 718 suppressions d'emplois est la «fermeture» de l'entreprise, suivie par la guerre commerciale invoquée pour justifier 10 480 emplois supprimés. Quelque 646 emplois ont été supprimés à causes des «tarifs douaniers». Les chiffres officiels de l'emploi et du taux de chômage aux Etats-Unis en août devaient être publiés hier. Les économistes tablaient sur 171 000 créations d'emplois nets et un taux de chômage inchangé par rapport à juillet, de 3,7%.

R. E.

Mostaganem

Production de plus de 700 000 quintaux de céréales

■ Une production de plus de 700 000 quintaux de céréales a été réalisée cette saison agricole 2019-2020 dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris, jeudi, de la direction locale des services agricoles.

Par Nassima A.

Le responsable du service de production et d'appui technique, M^{me} Aouicha Bouras, a souligné que la production céréalière de cette saison est égale aux moyennes annuelles enregistrées dans la wilaya de l'ordre de 700 000 qx, à l'exception de la saison 2017-2018 au cours de laquelle une production de 1,2 million de quintaux a été réalisée. La même responsable a expliqué cette situation par le manque de pluviométrie enregistré cette année et le volume des récoltes reconverties en fourrages ou carrément leur perte pour divers facteurs soit quelque 10 000 ha, alors que les céréaliculteurs font preuve de bonne maîtrise du processus technique de production dans cette filière. Cette saison agricole a été marquée par la production de 334 000 qx d'orge, 217 000 qx de blé tendre, 124 000 qx de blé dur et 28 000 qx d'avoine, soit un rendement de 18 qx par hectare. Par ailleurs, pour les besoins de la campagne moissons-battages, lancée en



ph. > D. R.

mai dernier, la DSA a mobilisé plus de 50 moissonneuses-batteuses relevant des coopératives agricoles et d'opérateurs privés. Des points de collecte au niveau de Sidi Ali et Mesra ont été ouverts pour la réception et le

stockage des récoltes, soit une capacité globale de 110 000 qx. Ces points ont permis à ce jour la collecte de 80 000 qx des grandes cultures dont le blé dur avec 65 000 qx, a précisé la même responsable. Durant la

saison 2018/2019, quelque 48.936 has ont été consacrés aux grandes cultures destinées à la consommation. La wilaya de Mostaganem a occupé, la saison dernière (2017-2018), la 22^e place au niveau national pour ce qui

est de la production de céréales avec 1,2 million de qx en dépit du fait qu'elle n'est pas une zone aux potentialités céréalières, rappelle-t-on. Elle a été classée à la 4^e place au niveau national en termes de production agricole qui a dépassé les 120 milliards DA, a souligné M^{me} Bouras.

N. A./APS

Biskra

Mise en service de 29 nouvelles infrastructures scolaires

Le secteur de l'Education dans la wilaya de Biskra a été renforcé de 29 nouvelles infrastructures scolaires, mise service lors de la rentrée scolaire 2019/2020, a indiqué jeudi le directeur des Equipements publics. Il s'agit de sept écoles primaires, quatre collèges d'enseignement moyen (CEM), trois demi-pensions, quatre cantines scolaires et onze classes de primaire en extension,

a précisé à l'APS Abdesslem Bendana, relevant que les établissements scolaires et structures annexes ont été réalisés dans plusieurs communes de la wilaya. Les infrastructures réceptionnées permettront de répondre au besoin de renforcement des établissements scolaires existants et d'accompagnement des extensions du tissu urbain de la wilaya, a souligné le responsable, assu-

rant que plusieurs localités ont bénéficié de ces nouvelles structures scolaires, notamment le nouveau pôle urbain Mohamed-Issami (1 CEM), les villes de Ouled Djellal, Ras El Miaad et la cité 1187 logements (3 primaires et 1 CEM), les lieux-dits de Chaâbia, Bordj El Tork et la ville de Mekhadma (4 primaires). Ces nouveaux établissements permettront d'augmenter les capacités

d'accueil des scolarisés, d'alléger la surcharge dans les classes et d'éviter de recourir à la double vacation notamment dans le cycle primaire, a-t-on noté. La wilaya de Biskra dispose de 570 établissements scolaires, dont 57 lycées, 129 collèges d'enseignement moyen (CEM), 384 écoles primaires et 384 cantines scolaires, ont fait savoir les services de la direction de l'éducation. **Samy Y.**

Batna

Réception d'un Institut national de formation du personnel de l'éducation

Les infrastructures de l'Education nationale ont été renforcées dans la wilaya de Batna au titre de la saison scolaire 2019-2020, par la réception d'un Institut national de formation du personnel du secteur, a-t-on appris jeudi auprès du directeur local de l'éducation, Djamel Belkadi. Cette structure assurera la formation aussi bien de l'en-

semble des cadres de l'éducation de la wilaya de Batna que ceux de certaines zones limitrophes, ce qui fera de Batna un «pôle éducatif», a précisé le même responsable. Le nouvel institut a été aménagé dans un bâtiment du lycée Mustapha-Benboulaïd de la ville de Batna, qui abritait auparavant une résidence universitaire réservée aux

étudiants étrangers, a expliqué la même source détaillant que des démarches ont été entreprises auprès du ministère de l'Education nationale pour la création de cet «*acquis régional*». Il est prévu, a-t-il ajouté, la réception durant les tous prochains jours de nouvelles structures concernant le même secteur, représentant cinq salles de

sport, une demi-pension et 29 cantines scolaires réparties sur plusieurs communes de la wilaya. Différents établissements scolaires sont entrés en exploitation dans la wilaya de Batna au titre de la rentrée en cours, dont un lycée, un CEM, trois écoles primaires, ainsi que huit classes d'extension, a-t-on signalé de même source. **N. T.**

Tizi-Ouzou

Rencontre régionale sur la filière lait fin septembre

Une rencontre régionale sur la filière lait regroupant 11 wilayas du centre du pays se tiendra à Tizi-Ouzou à la fin du mois de septembre, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de la chambre locale d'agriculture. La rencontre, organisée avec la direction locale des services agricoles (DSA) et l'office interprofessionnel du lait (O IPL), débatera de la réalité de la filière,

notamment, des contraintes auxquelles font face les agriculteurs, a expliqué Saïdani Hamid. Parmi ces contraintes récurrentes il y a la cherté des aliments dont se plaignent l'ensemble des agriculteurs de la région centre, mais aussi celui des subventions inadéquates ou supprimées, citant l'exemple des subventions pour la génisse et à l'aménagement, qui «freinent le développe-

ment de la filière», a-t-il soutenu. «La suppression de la subvention pour la génisse qui était de l'ordre de 60 000 DA a poussé plusieurs agriculteurs à se débarrasser de leurs génisses qui sont vendues à des abattoirs, de même que la suppression de la subvention destinée à l'aménagement des étables empêche les agriculteurs de développer leur activité», souligne Saïdani. La

rencontre sera, en outre, sanctionnée par des recommandations qui seront transmises aux différentes autorités concernées sera suivi, dans les mois prochains, par l'organisation d'un séminaire national qui traitera de l'ensemble des aspects de la filière au niveau national, a-t-on indiqué de même source.

Y. H./APS

Rentrée scolaire à Mila Mise en service de plusieurs établissements dans les trois paliers

LE SECTEUR de l'Education de la wilaya de Mila vient de se renforcer par la mise en service de six nouveaux établissements scolaires à l'occasion de la rentrée scolaire 2019-2020, a indiqué jeudi la directrice de l'éducation, Souad Keramcha. Quatre écoles primaires, un CEM et un lycée (800 places pédagogiques-200 repas chauds/jour), relevant de la commune d'Ain Ettine, ont été mis en service mercredi par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, lors de la cérémonie officielle du coup d'envoi de la nouvelle année scolaire dans la wilaya de Mila, selon la même responsable. La directrice de l'éducation a ajouté qu'avec la réception de ces nouvelles structures la wilaya de Mila dispose de 452 écoles primaires, 129 CEM et 56 lycées pour un nombre total de 210 771 élèves dont 19 822 nouvellement scolarisés au titre de l'année 2019-2020. Faisant également état de la réception de 4 nouvelles unités de dépistage et de suivi (UDS), M^{me} Kermacha a révélé que le secteur de l'Education allait se renforcer au cours de ce premier trimestre par 5 groupements scolaires dont les travaux sont actuellement «en voie de parachèvement». Ces nouvelles infrastructures sont réparties dans plusieurs cités d'habitation réalisées dans le cadre des projets de logements de type location-vente de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) dans les communes de Chelgoum Laid, Tedjanet et Ferdjoua, a-t-on encore souligné. Il est à noter que la nouvelle rentrée scolaire a également vu la livraison de 14 nouvelles cantines scolaires, portant ainsi le nombre de ce genre de structure à 388 dans la wilaya de Mila. **R. R.**

Présidentielle en Tunisie

Les observateurs de l'UE entament leur mission

■ Les observateurs de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE UE), mobilisés en Tunisie afin de prendre part à la surveillance de la campagne électorale de la présidentielle en cours, se sont rendus, jeudi, au guichet unique de l'IRIE, rapportent des médias locaux.

Par Fella Y.

Le déploiement desdits observateurs, au nombre de 28, à travers les gouvernorats de la Tunisie, a eu lieu, mardi, en présence de Marie-Violette Cesar, cheffe adjointe de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE UE) en Tunisie. Les observateurs, présents en Tunisie, à l'invitation de l'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections (ISIE), seront déployés jusqu'au 13 septembre, soit jusqu'à la fin de la campagne électorale, a précisé M^{me} Cesar. Les observateurs ont pris ainsi connaissance du rôle de ce bureau chargé de la coordination des activités électorales dans la région durant la campagne électorale à la présidentielle prévue le 15 septembre courant. Nicoleta Stupu (MOE UE) a souligné que, durant leur mission, ils rencontreront les responsables de l'administration électorale, les candidats, les partis politiques, la société civile, les membres du bureau de vote, les électeurs, les médias et les citoyens. «L'objectif est de s'assurer que les préparatifs vont bon train, notamment au plan logistique durant la campagne électorale et le jour du scrutin en vue de réussir ces élections», a indiqué Noureddine Ahmane (MOE UE). La campagne électorale amorcée le 2 septembre se déroule jusqu'à présent dans une ambiance compétitive et dans un climat des plus sereins. Les candidats sillonnent le territoire national misent énormément sur l'ingéniosité et l'originalité de leurs programmes pour séduire les électeurs. Les candidats continueront à animer leurs meetings jusqu'au 13 de mois en cours. Les Tunisiens mettent tant d'espoir sur le futur président, afin de relancer la Tunisie sur la voie du développement et de la prospérité.

Les candidats misent sur l'ingéniosité et l'originalité dans leurs idées pour séduire les électeurs

La campagne électorale pour la présidentielle tunisienne se poursuivait jeudi, son quatrième jour, dans un climat serein marqué particulièrement par l'intensification des candidats pour leurs déplacements à travers le territoire national et la compétition entre ces derniers, s'agissant des idées et des programmes susceptibles de garantir un avenir prospère pour les Tunisiens. Tous les candidats en lice ont misé, en effet, dans leurs meetings populaires, sur l'ingéniosité et l'originalité de leurs programmes respectifs, mettant en avant pour certains les secteurs économique et politique et les secteurs scientifique et social pour d'autres. Le candidat indépendant, Abdelkrim Zbidi, qui a choisi les localités d'Utique, Ras Jebel, Menzel Bourguiba et Bizerte ville, a focalisé ses discours notamment sur la mission de l'Etat, estimant que cette dernière «doit être d'abord de servir le citoyen et veiller sur son bonheur». Pour ce faire, le candidat a préconisé «à ce que l'Etat sacralise la justice de sorte à ce qu'elle soit indépendante, capable de lutter contre le terrorisme et le crime organisé et de mettre fin à la corruption». Zbidi a évoqué, aussi, la consolidation de la diplomatie économique et la préservation des relations étrangères sur la base du respect de la légalité internationale et des justes causes dont en premier lieu la cause palestinienne. Pour sa part, le candidat du parti du Front populaire, Mongi Rahoui, a insisté, à Kasserine où il était en déplacement, sur le rôle du président de la République. Ce dernier doit être, selon lui, «le garant de l'unité du pays, de son caractère civil et de sa démocratie. Il est également le garant des libertés et peut, dans le cadre de ses prérogatives, présenter des initiatives législatives visant à les consolider». Le candidat a mis également l'accent «sur l'égalité consacrée dans la Constitution tunisienne et la nécessité qu'elle soit consacrée dans tous les domaines y compris en matière successorale». Il a affirmé, dans ce sens, son soutien à la loi sur



l'égalité homme-femme dans l'héritage, soumis au Parlement à l'examen et à l'adoption et qui constitue, selon ses dires, le niveau minimum de l'égalité homme-femme. Sur un autre plan, le candidat a mis en avant l'empowerment des jeunes en leur offrant un enseignement et une formation de qualité et les prémunir contre le terrorisme et les crimes. De son côté, le parti Ennahda, l'un des plus anciens en Tunisie et ancrés politiquement, a prêté jeudi s'en prendre aux médias qui mènent des «campagnes médiatiques de dénigrement à son encontre depuis la Tunisie et à l'étranger», et ce, dans le but, dit-il, «ne pas dérouter les Tunisiens». «Lesdites campagnes visent à

porter préjudice au mouvement Ennahda et à son candidat, dans le but d'influencer le cours de l'opération électorale», a-t-il indiqué dans le texte de la déclaration. Le mouvement Ennahda a souligné «compter sur la conscience des Tunisiens pour mettre en échec tous les projets visant à troubler le processus démocratique en Tunisie». Ennahda a appelé les différents candidats à «s'engager au strict respect de la neutralité des services publics, de l'administration et de ses appareils». Il s'agit également de «ne pas utiliser les moyens de l'Etat à des fins de propagande électorale de manière directe ou indirecte pour garantir la transparence de l'opération électorale et sa crédibilité

et de manière à refléter les aspirations réelles des Tunisiens». Le mouvement a appelé, dans ce sens, l'Instance Supérieure Indépendante pour les élections (ISIE) ainsi que les autres instances nationales à s'acquitter de leur rôle d'observateur de manière à ce que les élections se déroulent conformément à la loi et à la réputation de la Tunisie démocratique. La campagne électorale enclenchée lundi va se poursuivre jusqu'au 13 de ce mois. Les candidats animés de bonne volonté vont miser sur tous les moyens possibles, afin de gagner la sympathie et l'adhésion des Tunisiens en vue de s'emparer de leurs voix le 15 septembre, jour du scrutin.

F. Y.

Sahara occidental

Le parti au pouvoir espagnol en faveur d'un élargissement de la Minurso

LE CHEF du gouvernement espagnol et membre du Parti socialiste ouvrier (PSOE), Pedro Sanchez, a plaidé pour un élargissement de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) à la surveillance des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés par le Maroc. Dans le document «Proposition ouverte pour un programme commun progressiste», élaboré par le PSOE au pouvoir, M. Sanchez a révélé, mardi dernier à Madrid, que son parti s'est engagé formellement à élargir les prérogatives de la Minurso au Sahara occidental, affirmant son soutien au processus de négociations. «Le gouvernement espagnol appuiera le processus de négociations sur le Sahara occidental, tant au sein des Nations unies que dans d'autres cadres, fondés sur le respect absolu des obligations du droit international», lit-on dans le rapport. «Nous appuierons un élargissement du mandat de la Minurso à la surveillance du respect des droits de l'Homme», ajoute le document dans le chapitre 347 consacré à la question du Sahara occidental. Aucun parti espagnol au pouvoir ne s'est engagé auparavant à soutenir publiquement le processus de négociations et la surveillance des droits de l'Homme au Sahara occidental par la mission onusienne. L'élargissement des prérogatives de la mission onusienne à la protection des droits de l'Homme dans les territoires occupés est l'une des revendications du Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui ainsi que de plusieurs associations internationales qui appellent à des actions en faveur de cette revendication au sein du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. En 2013, les Etats-Unis ont présenté une proposition de résolution au Conseil de sécurité de l'ONU qu'ils avaient retirée suite à la demande de la France. T. Kh./Agences

Maroc

Une cellule terroriste en lien avec «Daech» démantelée dans le nord-est du pays

UNE CELLULE terroriste composée de cinq personnes a été démantelée jeudi dans le nord-est du Maroc, a indiqué un communiqué du ministère de l'Intérieur. Agés entre 27 et 41 ans, les membres de la cellule terroriste, active dans les villes de Berkane et Nador, planifiaient des attaques ciblant des sites sensibles au Maroc, selon les premiers éléments de l'enquête avancés par la même source. Des équipements électroniques et des armes blanches ont été saisis lors de l'opération. Le chef de la cellule terroriste a, par ailleurs, réussi à se former à la fabrication et à l'utilisation d'explosifs, dont il comptait se servir dans ses projets destructeurs, a précisé le ministère. Les suspects seront déferés devant la justice dès l'achèvement de l'enquête qui se déroule sous la supervision du parquet compétent, a conclu le communiqué. R. M.



Proche-Orient

Jason Greenblatt, émissaire de Trump pour le plan de paix, jette l'éponge

■ Il travaillait depuis deux ans et demi au plan de paix voulu par Donald Trump pour mettre fin au conflit israélo-palestinien : Jason Greenblatt, conseiller spécial du président américain, a fini par démissionner jeudi sans même attendre la présentation, maintes fois reportée, de cette proposition controversée.

Par Rosa C.

«Après près de trois ans dans mon administration, Jason Greenblatt va partir pour rejoindre le secteur privé», a déclaré le président des États-Unis sur Twitter. «Jason a été loyal et un grand ami et un magnifique avocat. Son dévouement à Israël et à la recherche de la paix entre Israël et les Palestiniens ne sera pas oubliés», a-t-il ajouté en remerciant son collaborateur. Celui qui avait le titre officiel de «représentant spécial pour les négociations internationales» a précisé dans un communiqué que cela avait été «le privilège d'une vie» de travailler à la Maison-Blanche. «Je suis vraiment reconnaissant d'avoir travaillé à tenter d'améliorer les vies de millions d'Israéliens, de Palestiniens et d'autres», a-t-il ensuite tweeté. Après ce départ, Avi Berkowitz, un jeune assistant du président diplômé de la faculté de droit d'Harvard en 2016, devrait assumer davantage de responsabi-

tés sur cette question, selon la Maison-Blanche. En duo avec Jared Kushner, gendre et conseiller du président américain, Jason Greenblatt avait la lourde tâche de proposer des pistes afin de mettre fin à des décennies de conflit, Donald Trump ayant dit vouloir parvenir à un accord là où tous ses prédécesseurs ont échoué. Mais la présentation de leur plan, concocté depuis le printemps 2017 dans le plus grand secret et annoncé comme prêt depuis plusieurs mois, n'a cessé d'être reportée. Fin août, le conseiller avait annoncé qu'il ne serait pas dévoilé avant les élections législatives israéliennes du 17 septembre. Il sera rendu public «au moment le plus opportun», s'est borné à dire jeudi un responsable américain. Le volet économique a été présenté en juin : 50 milliards d'investissements internationaux dans les Territoires palestiniens et les pays arabes voisins sur dix ans. Mais les dirigeants palestiniens, qui refusent



P. A. - D. R.

de discuter avec l'administration Trump depuis que le président américain a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël et a coupé l'essentiel des aides bilatérales, ont rejeté par avance le plan américain qui semble devoir enterrer la solution à deux États jusqu'ici privilégiée par la communauté internationale. Conseil juridique de l'homme d'affaires durant deux décennies au sein de la Trump Organization avant son élection à la Maison-Blanche, Jason Greenblatt est réputé très proche d'Israël, tout

comme Jared Kushner et le troisième artisan de la politique israélo-palestinienne de l'administration, l'ambassadeur américain auprès de l'État hébreu David Friedman. «Je remercie Jason Greenblatt pour son travail dévoué en faveur de la sécurité et la paix et pour n'avoir jamais hésité à dire la vérité sur l'État d'Israël face à ses détracteurs», a réagi le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. En revanche, les dirigeants palestiniens ont dit «bon débarras», selon les termes de l'un d'entre

eux, Hanane Achraoui. «C'était un défenseur du gouvernement le plus extrémiste et intransigent de l'histoire d'Israël», a-t-elle dit à l'AFP, estimant qu'il n'avait «jamais été considéré comme neutre par qui que ce soit». Selon elle, sa démission est «l'aveu définitif d'échec» du plan de paix de Donald Trump qui «était condamné depuis le début». Faute de dialogue direct, le conseiller présidentiel, moins discret que Jared Kushner, n'hésitait pas à interpeller sur Twitter les responsables palestiniens comme Hanane Achraoui lorsqu'ils mettaient en cause les États-Unis. Il ne perdait pas non plus une occasion de condamner le rôle du Hamas à Gaza. Jason Greenblatt s'était aussi attiré les foudres de diplomates européens à l'ONU en juillet en fustigeant avec des mots très durs, devant le Conseil de sécurité, le «consensus international» sur les moyens de mettre fin au conflit israélo-palestinien. «Une paix durable et globale ne sera pas décrétée par la loi internationale ou par ces résolutions verbales et peu claires», avait-il lancé, dans une nouvelle prise de distance flagrante des États-Unis avec les Nations unies.



Commentaire

Menaces

Par Fouzia Mahmoudi

Après quelques mois de calme, Recep Tayyip Erdogan reprend le chemin des provocations et s'attaque une fois encore à l'Union européenne qu'il n'hésite toujours pas à menacer. En effet, le président turc a déclaré cette semaine qu'il n'aurait peut-être pas d'autre choix que de rouvrir les portes de l'Europe aux migrants si la Turquie ne bénéficie pas d'une aide internationale accrue pour prendre en charge les réfugiés syriens. Ankara redoute un nouvel afflux de réfugiés en raison de l'offensive des forces gouvernementales syriennes soutenues par la Russie contre la province d'Idlib, dernier territoire rebelle dans le nord-ouest de la Syrie, où vivent quelque trois millions de civils dont de nombreux déplacés des précédents combats. La Turquie, qui héberge déjà plus de quatre millions de réfugiés syriens, a conclu fin 2015 un accord avec l'Union européenne pour endiguer les flux migratoires après l'arrivée de plus d'un million de réfugiés en Europe de l'Ouest via la «route des Balkans» pendant l'été 2015. Dans un discours prononcé ce jeudi à Ankara, Recep Tayyip Erdogan a aussi brandi une fois encore la menace d'une intervention militaire turque dans les territoires contrôlés par les Kurdes dans le nord de la Syrie si les négociations avec les États-Unis en vue de la création d'une «zone de sécurité» le long de la frontière turque n'aboutissent pas. Et le régime autoritaire turc continue en parallèle d'utiliser le coup d'État présumé de 2016 pour poursuivre sa purge qui semble interminable. Le ministre de l'Éducation Ziya Selçuk vient de donner un chiffre impressionnant : en l'espace de trois ans, il a fait retirer des écoles et des bibliothèques 301 878 livres et les a détruits. Selon le quotidien «The Guardian», l'homme d'État a expliqué cette nouvelle étape de purge par le rejet total du prédicateur Fethullah Gülen, accusé d'avoir fomenté le coup d'État raté il y a trois ans (chose qu'il a toujours niée). Fondateur du mouvement Hizmet, dans la lignée des confréries turques mais sans en être une à proprement parler, Gülen a d'abord été l'allié d'Erdogan. Mais des dissensions sont apparues avec l'actuel président turc, qui l'accuse d'avoir créé un «État parallèle» destiné à le renverser. Le gouvernement, en supprimant ces livres, espère supprimer toute trace de l'homme dans son pays. Le régime d'Erdogan semble ainsi bien décidé à continuer à faire de la Turquie une nation dictatoriale qui non seulement entame la bonne volonté de son peuple mais qui attaque continuellement ses alliés en usant de provocation et de menace. Reste à savoir combien de temps la patience de l'UE envers le gouvernement d'Erdogan tiendra alors même que le pays s'enfonce dans une crise économique de plus en plus profonde. F. M.

Zimbabwe

L'ancien président Robert Mugabe est mort à 95 ans

L'ancien président zimbabwéen Robert Mugabe, héros de l'indépendance qui a dirigé d'une main de fer son pays de 1980 à 2017 et ruiné son économie, est décédé à l'âge de 95 ans, a annoncé hier le chef de l'État Emmerson Mnangagwa. «C'est avec la plus grande tristesse que j'annonce le décès du père fondateur du Zimbabwe et de l'ancien président, le commandant Robert Mugabe», a déclaré Emmerson Mnangagwa dans un tweet. «Le commandant Mugabe était une icône de la libération, un panafricain qui a dédié sa vie à l'émancipation (...) de son peuple. Sa contribution à l'histoire de notre nation et de notre continent ne sera jamais oubliée. Que son âme repose en paix», a-t-il ajouté. L'ancien chef de l'État est décédé dans un hôpital de Singapour, selon le gouvernement sud-africain qui a salué le «combattant de la libération, panafricain et courageux». Robert Mugabe séjournait régulièrement à Singapour pour des raisons médicales. «Un naufrage n'a enveloppé le Zimbabwe et bien au-delà», a réagi un ancien ministre de l'ex-président, Jonathan Moyo. «Un jour noir», a tweeté son porte-parole

Jealousy Mawarire. «Il n'y a aucun doute que vous étiez une icône africaine, un Homme d'État d'un caractère rare, un révolutionnaire», a estimé l'actuel ministre adjoint de l'Information Energy Mutodi. Dans la capitale Harare et dans la seconde ville du pays, Bulawayo (sud), bastion de l'opposition, les habitants vaquaient hier à leurs occupations, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le président zimbabwéen en exercice, Kembo Mohadi, en l'absence d'Emmerson Mnangagwa en visite en Afrique du Sud, participait hier matin à une opération de nettoyage dans une banlieue d'Harare, comme si de rien n'était. Robert Mugabe avait pris les rênes de l'ex-Rhodésie, devenue indépendante, en 1980. Pendant son règne de trente-sept ans à la tête du Zimbabwe, l'un des plus longs sur le continent africain, il est passé du statut de héros de l'indépendance et chouchou de l'Occident à celui de tyran qui a provoqué l'effondrement économique de son pays. Accueilli en libérateur en 1980, sa politique de réconciliation, au nom de l'unité du pays, lui vaut des louanges générales, notamment dans les

capitales étrangères. Mais rapidement, le héros a la main lourde contre ses opposants. Ses abus contre l'opposition, des fraudes électorales et surtout sa violente réforme agraire lancée en 2000 lui valent les condamnations de l'Occident. Le «camarade de Bob», longtemps jugé insubmersible, est progressivement lâché par les fidèles de son régime. Fin 2017, à la suite d'un coup de force de l'armée soutenue par son parti, la Zanu-PF, le plus vieux chef de l'État en exercice de la planète à l'époque est alors contraint de démissionner. Il laisse un pays englué dans une profonde crise économique qui ne cesse aujourd'hui d'empirer. Il a été remplacé à la tête du pays par son ancien vice-président, Emmerson Mnangagwa, qu'il avait limogé peu de temps auparavant. Habitué des formules choc, souvent provocatrices, Robert Mugabe a souvent déclenché l'indignation de ses détracteurs ainsi que les applaudissements de ses partisans. Depuis sa démission humiliante, le vieil homme à la santé fragile avait fait de très rares apparitions publiques.

Théâtre d'improvisation

Prochaine rencontre internationale à Oran

■ La 5^e édition de la rencontre internationale du théâtre d'improvisation «Improvizi» se tiendra à Oran du 18 au 21 septembre en cours, a-t-on appris jeudi de l'association théâtrale «Drôles-Madaïres», organisatrice de l'évènement.

Par Fateh Y.

En plus de l'Algérie, des troupes venant de Belgique, de France et de Suisse prendront part à cet évènement que ces organisateurs promettent comme carrément hilarant, comme le souligne Yacine Bendaoued, membre de l'association théâtrale. Les représentations d'improvisation sont organisées sous forme de «match», un affrontement entre deux troupes dont une remportera la manche, à la fin du spectacle, explique-t-on. Les organisateurs ajoutent que le deuxième jour de l'évènement sera réservé aux demi-finales. Le troisième jour sera consacré à la finale et la «maestro» pour élire le meilleur comédien de toute la rencontre. C'est le théâtre régional d'Oran (TRO), partenaire de l'évènement, qui accueillera les spectacles, a-t-on encore précisé. Des ateliers «de recrutement» destinés aux enfants et aux adultes, seront organisés en marge de cette rencontre, a-t-on indiqué de même



source. Le but étant de former au moins une douzaine de comédiens dans les deux catégories au

théâtre d'improvisation, dans la perspective de les intégrer à la troupe. Par ailleurs, l'association

«les Drôles-Madaïres» œuvre à la promotion de ce genre de théâtre encore à l'état embryonnaire à

l'échelle nationale. Elle tente, également, depuis des mois de créer une ligue nationale dédiée à ce théâtre d'improvisation, condition sine-qua-non pour participer aux compétitions internationales, rappelle Yacine Bendaoued. Pour constituer cette ligue, il serait nécessaire de lancer au moins une dizaine de troupes dans les différentes régions du pays. «Les Drôles-Madaïres», actifs à Oran, ont réussi à enclencher, grâce aux ateliers de formation qu'ils organisent, la création d'une troupe à Tlemcen, alors qu'une deuxième est en cours de création, à Alger, a indiqué la même source. F. Y.

Rencontre

Plaidoyer pour l'étude et l'analyse du patrimoine scientifique arabo-musulman

Les participants à une journée d'étude sur « les instruments d'étude et de valorisation du patrimoine scientifique » ont appelé jeudi à Oran, à s'intéresser au patrimoine scientifique arabo-musulman et exhorté les chercheurs à entreprendre des études sur ce patrimoine. Lors de cette rencontre, organisée par le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle d'Oran Crasc, des intervenants ont estimé que ce patrimoine avec ses composantes représente un pan de la mémoire

individuelle et collective de la nation et joue un rôle important dans le transfert du savoir et de la civilisation. Dans ce cadre, le professeur Ahmed Djebbar (Université de Lille/ France) a abordé, dans son intervention, l'intérêt porté au patrimoine arabo-musulman par des penseurs arabes et étrangers. Il a appelé à orienter les jeunes chercheurs vers l'étude des manuscrits scientifiques comme ceux portant sur les mathématiques, la médecine ou encore l'astronomie, tout en formant ces jeunes

et en les dotant d'instruments scientifiques pour réaliser leurs recherches. L'intervenant, spécialiste en histoire des mathématiques chez les arabes et musulmans, dirige une équipe de recherche au niveau du Crasc. Il a souligné la nécessité d'une recherche en approches adaptées pour traiter le patrimoine scientifique remontant à des siècles et de multiplier le nombre d'institutions versées dans ce domaine. Pour sa part, Assali Sid Ahmed, de l'université de Laghouat, a appelé à s'intéresser

aux manuscrits et contenus scientifiques de la région du Sud du pays. Il a préconisé l'accès des chercheurs à ces sources inestimables. L'assistance, composée d'universitaires en mathématiques, en histoire, en littérature et en sociologie, a suivi des interventions sur les études réalisées par l'équipe de recherche du Crasc sur de vieux manuscrits traitant des mathématiques et d'astronomie d'El Beirouni, Ibn Gounfoud de Constantine et d'Ahmed El Bouni.

A. H.

Malgré Disney, Marvel et leurs milliards

Le box-office de l'été 2019 n'est pas au mieux de sa forme aux Etats-Unis

L'été 2019 fut moins beau que 2018 au cinéma, même si le triste record de 2017 est encore loin. Plus de 523 millions pour «Le Roi Lion» (et 1,5 milliard au total dans le monde), plus de 386 pour «Spider-Man : Far From Home» (et 1,1 milliard au total), plus de 354 millions pour «Aladdin» (et plus d'un milliard au total), plus de 131 millions pour «Toy Story 4» (et plus d'un milliard dans le monde), plus de 131 millions pour «Once Upon a Time ... in Hollywood» : l'été 2019 a été fort en dollars. Surtout pour Disney certes, qui domine 40% du box-office domestique sur le créneau mai-août selon Variety. Mais pas de quoi permettre à 2019 d'être une vraie belle année. Avec 4,32 milliards en tickets vendus en Amérique du nord, l'été 2019 marque une baisse de 2% par rapport à 2018 (4,41 milliards). C'est encore loin

du record du pire été en 2017 (3,84 milliards, soit le plus mauvais score en 10 ans), mais ça reste étonnant vu comme les films à milliards s'enchaînent comme jamais. 2018 avait «Les Indestructibles 2», «Jurassic World : Fallen Kingdom», ou encore «Mission : Impossible – Fallout» pour doper l'été. 2019 en revanche a essuyé quelques échecs très médiatisés. «X-Men : Dark Phoenix» a été un échec financier spectaculaire, avec moins de 66 millions au box-office domestique (252 au box-office mondial). «Men in Black : International» a également déçu, avec à peine 80 millions côté domestique (notre dossier complet sur ce bide par ici). «Godzilla II : Roi des Monstres» n'a pas été à la hauteur, avec un score moins problématique mais très en deça des précédents films. «Comme des bêtes 2» a lui

aussi fini loin de l'original. «Fast & Furious : Hobbs & Shaw» peut lui aussi être considéré comme moyen niveau finances, avec à peine 160 millions outre-atlantique («Fast & Furious 8» avait encaissé plus de 226 millions, «Fast & Furious 7» plus de 353 millions). De quoi rappeler aux studios qu'une franchise, une suite ou une marque, ne suffisent pas. A noter que pas mal de films plus modestes, attendus comme de potentielles surprises, n'ont pas décollés : «Séduis-moi si tu peux !» avec Seth Rogen et Charlize Theron, «Les Baronnnes» avec Melissa McCarthy et Elisabeth Moss, «Late Night» avec Emma Thompson, ou encore «Booksmart» d'Olivia Wilde (distribué en grande pompe aux USA, mais arrivé sur Netflix chez nous), ont tous été plus ou moins boudés. «Good Boys» a de son côté été le petit carton surprise

(près de 60 millions côté domestique), quand John Wick : Parabellum a confirmé la solidité de la franchise. Bien sûr, 2019 a encore des munitions. «Ça : Chapitre 2» en septembre, «Joker» en octobre, «La Reine des neiges 2» en novembre, «Jumanji : Next Level» et «Star Wars : L'Ascension de Skywalker» en décembre : le calendrier est bien rempli et les événements susceptibles de réunir massivement le public sont à l'horizon. Dans tous les cas, l'année restera dans les mémoires avec six films milliardaires («Avengers : Endgame», «Le Roi Lion», «Spider-Man : Far From Home», «Captain Marvel», «Toy Story 4» et «Aladdin»), et probablement deux de plus au moins dans les prochains mois. Pas de record pour l'été, mais potentiellement un bilan en or en fin d'année. ÉcranLarge.com

AGEND'ART

Théâtre de Verdure Laadi-Flici (Alger-Centre)

Le 19 septembre 2019 : Concert de Kendji Girac à 20h30.

Dar Abdellatif (El-Hamma, Alger)

Jusqu'à septembre : Exposition de peinture de l'artiste plasticien Mohammed Bakli.

Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El Feth, niveau 104, local 1B32, El-Madania, Alger)

Du 21 septembre au 20 octobre :

Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour. Vernissage le samedi 21 septembre à partir de 15h.

Institut Français d'Alger Du 15 septembre au 28 novembre

Exposition des plus beaux paysages du Sud capturés par Oussama Hamdi.

Opéra d'Alger Boualem Bessaih

Jeudi 12 septembre 2019 à 19h30

Julien Clerc fête ses cinquante ans de carrière

Ligue II (3^e journée)

L'OM et le RCA pour confirmer

LES DEUX co-leaders de la Ligue II, l'OM Médéa et le RC Arbaâ, seront en appel lors de cette troisième journée du championnat en évoluant à domicile, respectivement face au MO Béjaïa et l'USM Annaba. Les gars du Titteri qui ont réussi un sans faute jusqu'à présent en prenant six points, souhaitent continuer sur cette lancée en ajoutant trois autres points qui leur permettront de consolider leur position et poursuivre leur objectif qui est de revenir en Ligue I le plus vite possible. Toutefois, sa mission ne sera pas de tout repos, surtout que son adversaire lorgne le même objectif, à savoir, revenir lui aussi en élite. Ce sera certainement le choc de la journée avec deux formations dont le niveau se rapproche. De son côté, l'Arbaâ qui avait surpris l'USM El Harrach chez lui, dans un derby passionnant, souhaite encore aligner trois autres points et cette fois-ci à domicile à l'occasion de la réception de la formation annabie. Celle-ci avait été battue chez elle lors de la précédente journée et aimerait donc bien se reprendre pour ne pas avoir à vivre une situation difficile. Il y aura aussi un autre choc au cours de cette journée, celui qui

mettra aux prises le RC Rélizane à l'USM El Harrach. Les choses sont claires pour les Lions de la Mina qui souhaitent engranger at home et qui se doivent de l'emporter, alors que les Harrachis aimeraient bien revenir avec un résultat probant qui leur permettra de se refaire une santé après la défaite face au RCA. La JSM Béjaïa, revenu avec un nul probant de son déplacement à Boussaâda, se doit de l'emporter aujourd'hui face à l'ASM Oran pour accrocher le groupe de tête. Toutefois, les poulains de Lacet devront faire très attention à cette équipe asémiste qui ne se déplacera pas en victime expiatoire et fera de son mieux pour enregistrer un résultat positif. Le derby de l'Ouest entre l'OM Arzew et le MCS devrait être très disputé, alors que celui du MCEE-JSMS sera passionnant de même que celui qui opposera le DRB Tadjenant à l'AS Khroub. **M.M.**

LE PROGRAMME :

Samedi 7 septembre à 16h :
OMA-MCS
RCR-USMH
RCA-USMAN
OM-MOB
JSMB-ASMO
MCEE-JSMS
DRBT-ASK

JA 2019

Le COA dément avoir engagé des athlètes

LE COMITÉ olympique et sportif algérien (COA) n'a engagé aucun athlète aux 12^{es} Jeux africains de Rabat 2019 de son propre chef, a tenu à préciser ce jeudi l'instance dans un communiqué. «Le COA n'a engagé aucun athlète aux 12^{es} Jeux africains de Rabat 2019 de son propre chef. Le seul recours qui lui a été adressé et accepté est celui de l'athlète de Touggourt, Arar Youssa, spécialiste du saut en hauteur, qui a estimé qu'elle a été écartée de la sélection de façon discriminatoire», a indiqué l'instance sportive présidée par Mustapha Berraf, au lendemain des déclarations du ministre de la Jeunesse et des Sports.

Selon la même source, «l'athlète Arar Youssa avait réalisé les minimas de participation aux JA-2019 imposés par la Confédération africaine d'athlétisme (CAA) et la (FAA) dans les délais impartis par la réglementation. Son nom figurait sur la liste large qui a été transmise par la FAA au COA et elle a été valablement accréditée sur recommandation écrite de la FAA», explique le COA, qui a accepté le recours de cette athlète sur la base des règles de la Charte olympique. «Aucun autre athlète n'a introduit de recours et le COA n'a accrédité aucun autre athlète sans la recommandation de sa propre fédération», a affirmé le COA. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui, avait reproché au COA d'avoir engagé des athlètes sans le consentement de leurs fédérations, en marge

de la cérémonie de récompense organisée mardi soir au CIC (Alger) en l'honneur des athlètes médaillés aux Jeux Africains 2019. «Certains athlètes ont été engagés par le COA sans le consentement de leurs Fédérations respectives. Le COA a promis aussi des récompenses financières aux athlètes alors que nous ne sommes pas en club», avait affirmé Bernaoui. Concernant les promesses faites aux athlètes pour des récompenses financières, le COA informe l'opinion sportive que les primes attribuées, comme de coutume, l'ont été sur des fonds privés et n'ont d'autres objectifs que d'encourager des Algériens et Algériennes qui ont hissé l'emblème national, a souligné l'instance olympique qui rappelle également qu'elle exerce ses missions «dans le respect des dispositions de la charte olympique et des lois en vigueur dans notre pays».

Championnats d'Afrique de voile 12 pays au rendez-vous à Alger

LES PROCHAINS championnats d'Afrique de voile, séries Laser et RSX, prévus du 6 au 12 octobre 2019 à l'Ecole nationale des sports nautiques et subaquatiques d'Alger Plage (Alger), seront rehaussés par la participation de 12 nations, dont l'Algérie. «Après les délais impartis pour les engagements définitifs des pays et athlètes du continent aux Championnats d'Afrique des séries Laser et RSX, qualificatifs aux JO-2020, nous avons enregistré officiellement la parti-

Algérie-Bénin en amical La FAF réglemente l'entrée des fans

■ En prévision du match face à la sélection du Bénin qui aura lieu lundi 9 septembre au temple olympique, la Fédération algérienne de football a décidé de donner le détail de la billetterie réservée à cette rencontre-test.



Les champions d'Afrique seront fêtés avant le match face au Bénin

Par Mahfoud M.

Ainsi, 50 000 billets vont être mis en vente à partir de samedi et ce, pendant trois jours, avec des quotas de disponibles chaque jour. Autre nouveauté, et sous réserve que ce soit respec-

Angers

Loucif s'engage pour 4 saisons

COMME annoncé, l'officialisation du transfert de Haithem Loucif à Angers n'a pas tardé, le latéral droit du Paradou est le troisième joueur de l'Académie transféré cet été et le sixième à évoluer dans le championnat de première division européenne.

Agé de 23 ans et comportant deux sélections en A, celui qui a joué 28 matchs de Ligue 1 Mobilis la saison passée pour 1 but et 3 passes décisives, va découvrir cette année un nouveau championnat, la Ligue 1 Conforama. Il va retrouver à Angers son ancien coéquipier en club, Farid El Melali, arrivé la saison dernière et qui commence à se faire remarquer cette saison.

té par les forces de sécurité, les 36 portes d'accès au stade situées face aux parkings seront ouvertes alors qu'habituellement il y a moins d'une dizaine de portes qui le sont et toutes situées au même endroit, créant un goulot d'étranglement. Cette mesure devrait éviter les bousculades devant les portes et les incidents qui pourraient en résulter.

A noter aussi qu'une cérémonie, pour fêter les champions d'Afrique, est prévue avant la rencontre qui débutera à 21 heures. La vente des tickets débutera le samedi 7 septembre à partir de 08h00 du matin, avec un total de 10 000 billets lors du premier jour, soit le samedi, le double le jour suivant et enfin 20 000 autres billets le jour du

match, soit le lundi. La vente se fera au niveau des guichets du stade du 5-Juillet à raison de 5 tickets par personne. Le prix du billet est fixé à 500 DA. Le jour du match, les 36 portes du stade seront ouvertes au public qui devra prendre place suffisamment à l'avance pour assister à la cérémonie qui précédera la rencontre afin de célébrer les Champions d'Afrique.

Pour ce qui est des invitations, l'OCO, en concertation avec la FAF, a prévu 2 000 invitations au niveau de la tribune du Pylône 13, 800 invitations pour la tribune d'honneur (400 en tribune A et 400 en tribune B) et 100 places pour la tribune présidentielle.

M. M.

USM Alger

Les joueurs en grève

LES JOUEURS de l'USM Alger, sans salaire depuis six mois, ont décidé d'entrer en grève à partir du vendredi 6 septembre pour «protester contre la situation du club» en butte à une crise financière aiguë. «Après le match de dimanche dernier face à l'AS Ain Milia, les joueurs ont provoqué une réunion avec le staff technique et le secrétaire général du club pour annoncer leur décision, celle d'arrêter l'activité pour protester contre la situation du club qui n'a pas encore évolué», indique un communiqué du club. «Les joueurs de l'USM Alger n'ont pas reçu leurs salaires depuis 6 mois», alors que les nouvelles recrues «n'ont perçu aucun salaire depuis leur arrivée au club, et ce, pour des raisons que tout le monde connaît», a tenu à rappeler la direction de la formation algéroise.

Ce mouvement de protestation, selon les joueurs, «ne vise ni la direction, ni les supporters

ni le club lui-même». Lundi dernier, le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, avait annoncé, lors de l'émission Sport 24 de la chaîne France 24, que son instance allait «aider le club de l'USM Alger dans la prise en charge des frais de déplacement de l'équipe au Kenya pour le match retour de la Ligue des champions» et que «les frais seront ensuite déduits sur les droits de TV». La direction de l'USM Alger avait, la semaine dernière, brandi la menace d'un retrait de la Ligue des champions d'Afrique en raison de la grave crise financière que traverse le club suite au blocage de ses comptes consécutivement à l'incarcération du propriétaire, Ali Haddad. La manche aller USMA - Gor Mahia FC du Kenya comptant pour les seizièmes de finale de la Ligue des champions se déroulera le 15 septembre à 20h45 au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

MDN/ Soutien aux groupes terroristes

Trois personnes arrêtées à Boumerdès et Khenchela

UNE CACHE de munitions contenant 19 obus de calibre 100 mm a été découverte jeudi près des frontières de Tamanrasset, par un détachement de l'Armée nationale populaire, tandis que d'autres détachements ont appréhendé, à Boumerdès et Khenchela, trois éléments de soutien aux groupes terroristes, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et la sécurisation des frontières et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 5 septembre 2019, lors d'une patrouille de recherche et de fouille menée près des frontières sud à Tamanrasset, une cache de munitions contenant 19 obus de calibre 100 mm, tandis que d'autres détachements ont appréhendé, trois éléments de soutien à Boumerdès et Khenchela», précise la même

source. D'un autre côté, et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a arrêté, à Bordj Badji Mokhtar, «trois individus à bord d'un véhicule tout-terrain chargé de 2,17 tonnes de denrées alimentaires», alors que des détachements combinés de l'ANP, ont mis en échec des tentatives de contrebande de «12 522 litres de carburant à Souk Ahras, Tébessa et El Taref».

Un individu a été également arrêté à Naâma, en possession d'un drone muni d'une caméra, ajoute le MDN. Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, à Tlemcen et Tébessa, cinq immigrants clandestins, a conclu le communiqué du MDN.

Ramy S.

Energie atomique

L'AIEA se réunit lundi à Vienne

LE CONSEIL des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se réunira, lundi, en son siège viennois, selon le site de l'organisme onusien de surveillance nucléaire. Ses 35 membres discuteront de sûreté et de sécurité nucléaires, de la vérification et la surveillance en Iran dans le cadre de la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'application de l'accord nucléaire de 2015, ainsi que de l'application de garanties en République populaire démocratique de Corée (RPDC) et au

Moyen-Orient, entre autres, selon la même source. Cette réunion se déroulera à huis clos. Le directeur général par intérim de l'AIEA, Cornel Feruta, la débitera par une déclaration liminaire. Il devrait aussi tenir lundi une conférence de presse à 12h30 GMT. La réunion de l'AIEA intervient dans un contexte électrique quant aux dossiers en rapport avec le nucléaire. Outre la crise irano-américaine, les deux Corée ne cessent de violer les engagements signés en la matière, et ce, souvent publiquement. R. N.

Complexe El-Hadjar

Arrêt des activités du haut fourneau pour dysfonctionnement

LES ACTIVITÉS du haut fourneau n° 2 du complexe sidérurgique El-Hadjar de la wilaya d'Annaba ont été suspendues pour dysfonctionnement dans l'approvisionnement de la matière première (fer brut) provenant des mines d'Ouenza et de Boukhadra (Tébessa), a indiqué hier le président-directeur général par intérim, Lotfi Manaa. «Le haut fourneau, le maillon fort de toute la chaîne de production, a été mis temporairement à l'arrêt depuis le 2 septembre dernier, suite à l'épuisement du stock du fer brut et l'irrégularité dans l'approvisionnement du complexe depuis la mine d'Ouenza», a précisé le même responsable, soulignant que cette décision de suspension temporaire des activités du haut fourneau n° 2 est une

«mesure préventive pour sécuriser et préserver l'installation industrielle». Aussi, ajoutera-t-il, une équipe de spécialistes du complexe Sider El Hadjar a été dépêchée à la mine d'Ouenza pour «statuer sur la situation de production de fer brut et l'acheminement de la matière vers le complexe», relevant que l'équipe en place a constaté «des difficultés rencontrées dans la production du fer brut» et a proposé à la direction de la mine de «partager son expérience dans le domaine de la maintenance des équipements». Il a, dans ce sens, rappelé que le complexe doit garantir un stock de fer brut de 30 jours pour assurer le bon fonctionnement de toute la chaîne de production. Zineddine L.

La rentrée parlementaire



Louvis

Djalou@hotmail.com

Fédération algérienne de football

Zetchi : «Oui, j'ai songé à un moment donné à démissionner»

■ Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, a reconnu hier avoir songé à démissionner de son poste, au lendemain de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, remportée par les Verts en Egypte, avant qu'il ne change d'avis, préférant continuer le travail entamé.

Par Nadhir Y.

«**O**ui, j'ai songé à démissionner. Il y a eu une saturation après deux ans à la tête de la FAF où j'ai travaillé dans des conditions extrêmement pénibles, en raison du lourd héritage. Nous n'avons pas été épargnés. Nous avons subi des attaques gratuites. Tout ce cumul d'événements a fait qu'au retour d'Egypte, j'étais en pleine réflexion concernant mon avenir. Il y a eu des projets que j'ai lancés. J'ai bien réfléchi longuement à la question et décidé de revenir à la raison en poursuivant mon travail entamé avec des gens plus intelligents», a affirmé le président de la FAF, invité de la radio Chaîne 3. Zetchi est revenu avec émotion sur la dernière CAN-2019, remportée par l'équipe nationale en terre égyptienne, pour la première fois depuis 1990. «Peu de personnes croyaient en notre possibilité à soulever le trophée, et de

surcroît à l'extérieur. C'est un titre qui a donné beaucoup d'émotion au peuple algérien. Nous l'attendions depuis 29 ans. Ce sacre exceptionnel a été décroché grâce à un groupe de joueurs merveilleux, qui ont fait un parcours extraordinaire. C'était l'union sacrée pendant un mois. Nous sommes fiers d'avoir procuré une telle joie», a-t-il ajouté. Par ailleurs, le président de la FAF a regretté d'avoir été écarté de la liste des personnes décorées de la médaille de l'Ordre du mérite national, au cours de la cérémonie organisée au Palais du peuple, au lendemain de la finale de la CAN-2019 remportée face au Sénégal (1-0). «Je ne m'attendais pas du tout à ce que je sois écarté, je ne comprends pas les raisons. Pourtant, depuis mon arrivée à la tête de la FAF, j'ai essayé de donner le meilleur de moi-même en toute sincérité. J'ai très mal vécu cela, mais il y a des choses qu'on oublie». Se

projetant sur ses prochaines actions, Zetchi a indiqué qu'il allait inviter prochainement la famille du football algérien pour aborder les acquis de la CAN-2019 et établir à la fin un rapport sur «l'expérience africaine». «Nous allons inviter des personnes représentatives du football algérien pour discuter de ce sacre, dans une sorte de brainstorming. Parler à bâtons rompus sur ce qui a été fait et établir un rapport de notre expérience africaine pour nous en servir en vue de nos prochaines échéances», a-t-il conclu. Enfin, Zetchi s'est dit «toujours motivé» à l'idée de poursuivre sa mission à la FAF, non sans dénoncer «le jeu malsain» de certains «pseudo consultants» de télévisions, «dont l'unique objectif est de créer la haine et la fitna».

N. Y.

La compagnie aérienne française étant en difficulté financière

Air Algérie propose de prendre en charge deux vols d'Aigle Azur

LA COMPAGNIE aérienne nationale Air Algérie, qui a assuré avant-hier un vol d'Aigle Azur entre Alger et Marseille, propose de prendre en charge deux vols d'Aigle Azur et attend toujours la réponse de la compagnie française. «On a proposé à Aigle Azur de prendre en charge deux autres (vols) programmés aujourd'hui sur le réseau France et nous attendons la réponse de la

compagnie», indique le porte-parole d'Air Algérie, Amine Andaloussi. Pour rappel, Aigle Azur, compagnie aérienne française fondée en 1946, spécialiste des destinations vers l'Algérie, a annoncé, avant-hier, l'annulation de tous ses vols à partir d'aujourd'hui. «La situation financière de la société et les difficultés opérationnelles en résultant ne permettent pas d'assurer les vols

au-delà du 6 septembre au soir (hier soir)», a écrit l'entreprise, placée en redressement judiciaire, dans un document interne publié par l'AFP. Selon le Secrétaire d'Etat français aux Transports, des «milliers de passagers» seraient bloqués dans différents aéroports, dont l'Algérie et le Mali.

Amira Z.